



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 8 octobre 2026

FOCUS : LA DROGUE, UNE ÉCONOMIE ILLÉGALE STRUCTURANTE POUR LA RÉGION. 2

Bolivie 3

La Banque centrale a reçu la première tranche de prêt accordé par le FMI. 3

Colombie 3

Le gouvernement a publié les principaux axes du Plan national de développement. 3

En août, le taux de chômage s'élève à 9,4 %. 3

La subvention au carburant est de plus en plus coûteuse alors que le gouvernement envisage de l'alléger. 3

En septembre, l'inflation annuelle poursuit sa hausse et s'établit à 6,3 %. 4

Équateur 4

Depuis septembre, la Colombie a arrêté d'envoyer de l'électricité à l'Équateur. 4

Les transferts de fonds des Equatoriens à l'étranger devraient atteindre 8,2 Md\$ en 2026. 4

Guyana 4

La production pétrolière du Guyana a chuté à 832 000 barils par jour (b/j) en août, son plus bas niveau depuis un an. 4

Pérou 5

Malgré une hausse des investissements publics, jusqu'à 5,4 Md\$ resteraient non exécutés en 2026. 5

En 2026, le rythme d'attribution des projets publics-privés devrait retrouver son niveau de 2024, et significativement accélérer en 2027. 5

Suriname 6

Le gouvernement prévoit un déficit de 4 %. 6

Venezuela 6

Le paiement des arriérés envers la Banque interaméricaine de développement (BID) serait en cours de résolution. 6

Focus : La drogue, une économie illégale structurante pour la région.

Les pays de la région sont présents sur toute la chaîne de valeur de la drogue, de la production (Colombie, Pérou, Bolivie) à la distribution (Équateur, Venezuela, Guyana et Suriname). La Colombie (68 % de la production mondiale de coca), le Pérou (23 %) et la Bolivie (9 %) sont les premiers producteurs mondiaux de coca illicite. La Colombie transforme entre 50 % et 66 % de la coca en cocaïne mondiale via des laboratoires clandestins. La cocaïne produite bénéficie ensuite des frontières poreuses pour être distribuée. L'Équateur constitue une des plateformes majeures du narcotrafic. De même, les frontières poreuses du plateau des Guyanes (Guyana et Suriname) ou du bassin amazonien (depuis la Bolivie en passant par le Brésil) facilitent ce commerce.

L'informalité du travail, la précarité et le manque de services publics constituent des facteurs structurants de la production de drogue, ensuite entretenue par sa forte rentabilité relativement aux activités licites. Le narcotrafic occupe une part significative dans l'économie régionale, dynamisant l'économie légale via le blanchiment d'argent. L'économie de la cocaïne (production, transformation et distribution) représenterait 7 % du PIB vénézuélien, 4,4 % du PIB colombien, 1,3 % du PIB bolivien et 0,7 % du PIB péruvien. Les revenus du narcotrafic contribuent également à l'économie légale via le blanchiment d'argent : le FMI estime que celui-ci représente 5,4 % du PIB colombien en 2018. D'après une étude colombienne récente, 1 \$ de vente de feuille de coca génère jusqu'à 2,30 \$ de PIB local, en raison des nombreux effets d'entraînement. Toutefois, les économistes font face à des données très limitées, compte tenu de la nature « grise » de l'économie de la drogue, pour mener à bien des estimations précises ou définitives.

L'informalité du travail et la précarité constituent des facteurs structurants de la production de drogue, ensuite entretenue par sa forte rentabilité face aux activités licites. La production de drogue est particulièrement compétitive : au Pérou, les revenus issus de la production de coca sont 1,5 à 4 fois plus élevés que ceux issus de celle du chocolat. La production de coca se nourrit également de la forte informalité du travail (74 % en moyenne dans les trois pays producteurs) ainsi que de niveaux élevés de pauvreté (33 % en moyenne). En Colombie, la coca représenterait ainsi plus de 200 000 emplois directs en 2021 (400 000 en incluant les emplois indirects).

Le narcotrafic entrave le développement économique, aussi bien directement en favorisant la capture de certains pans de l'économie et des institutions, qu'indirectement en limitant l'investissement public. D'une part, la corruption et la violence associées au narcotrafic fragilisent les institutions, facteur clef du développement. En Colombie, le conflit armé aurait entraîné une perte moyenne de 20 % du PIB/habitant entre 1976 et 1993 par rapport à une trajectoire sans escalade du conflit selon une étude récente. Le coût économique de la violence et du crime est estimé par la BID, en 2022, à 3,6 % du PIB de la Colombie et de l'Équateur et à 2,8 % du Pérou (3,4 % en moyenne en Amérique latine). D'autre part, le narcotrafic représente un coût d'opportunité alors que d'importants moyens publics lui sont consacrés dans un contexte budgétaire tendu. Il ralentit aussi les investissements productifs et augmente les coûts d'exploitation. Le « *Plan Colombia* », stratégie militaire entre la Colombie et les États-Unis, aura ainsi coûté 1,2 Md\$/an (1 % du PIB colombien) entre 2000 et 2015.

Pour contrer les routes du narcotrafic, les États renforcent leur coopération régionale et leur contrôle douanier, sous le regard des États-Unis. En 2026, les États-Unis ont lancé l'initiative « Bouclier des Amériques », coopération militaire de lutte contre les cartels de drogue, auquel participent tous les pays de la zone, à l'exception du Venezuela et du Suriname. Les États-Unis ont placé la Colombie et l'Équateur sur la liste des pays dont l'action contre le narcotrafic était insuffisante (« décertification »).

Bolivie

La Banque centrale a reçu la première tranche de prêt accordé par le FMI.

La Banque centrale a confirmé la réception de 211,3 M\$ correspondants au premier décaissement du programme FMI. Le prêt total du programme dans le cadre de l'accord validé en juillet s'élève à 1,9 Md\$ pendant trois ans. Ce premier versement a pour but de soutenir la balance des paiements et renforcer les réserves internationales du pays. L'échéance de remboursement de cette dette est de maximum 10 ans à partir de chaque décaissement avec un taux d'intérêt de 3,5 %. En contrepartie, le gouvernement s'est engagé à prendre plusieurs mesures d'ajustement budgétaire comme la suppression des subventions aux carburants, celle concernant le diesel ayant déjà été retirée récemment (cf. [Brèves semaine 39](#)). Ces ajustements ont suscité un rejet de la part de secteurs tels que les transporteurs, les syndicats d'enseignants ainsi que de l'ancien président Evo Morales et de ses partisans, qui ont menacé de se mobiliser à partir de la semaine prochaine.

Colombie

Le gouvernement a publié les principaux axes du Plan national de développement.

L'objectif principal du Plan national de développement 2026-2030 est d'atteindre une croissance économique de 6 %. Cette feuille de route comprend 312 indicateurs et repose sur six axes : (i) la reconstruction et la résilience, notamment à la suite des séismes du 10 août (cf. [Focus semaine 36](#)) ; (ii) le patriotisme constitutionnel, visant à garantir la paix, la justice et la sécurité ; (iii) le « Miracle social », destiné à améliorer les conditions de vie et les perspectives des familles grâce au renforcement de la protection sociale et des services publics ; (iv) la croissance

économique ; (v) le renforcement des régions, à travers la décentralisation ; et (vi) la transformation de l'État, notamment par l'assainissement des finances publiques. La composante économique du plan se concentre principalement sur les secteurs minier et énergétique, les infrastructures, le logement, l'agro-industrie et le tourisme.

En août, le taux de chômage s'élève à 9,4 %.

Pour la première fois depuis deux ans, le taux de chômage augmente en août pour atteindre 9,4 %. Il s'élevait à 8,6 % en août 2025, une hausse qui représente 126 000 emplois en moins. Cette contraction s'est concentrée dans les secteurs manufacturier, des loisirs et de l'agriculture. En revanche, le commerce, l'administration publique et la construction ont été les principaux moteurs de création d'emplois. Selon la banque DaviBank, le séisme du 10 août semble être un facteur clef de cette hausse du chômage. Par genre, l'emploi des hommes a diminué de 308 000 postes, tandis que celui des femmes a augmenté de 183 000 postes.

En outre, l'informalité s'élevait à 54,9 % en août, soit une baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport à août 2025. Cette évolution s'explique par la hausse des emplois publics formels et par la baisse des emplois agricoles et domestiques informels.

La subvention au carburant est de plus en plus coûteuse alors que le gouvernement envisage de l'alléger.

La subvention au carburant atteint 0,5\$ par gallon d'essence et 2,5\$ pour le diesel, dans un contexte de hausse des prix. L'entreprise publique pétrolière Ecopetrol vend le carburant à un prix fixé en dessous du prix international et facture la différence au gouvernement, par le biais du Fonds de stabilisation des prix du carburant (FEPC). Cependant, entre janvier et fin septembre, le prix international du diesel a augmenté de

67 % tandis que le prix national a augmenté de seulement 3 %. Le déficit accumulé par le FEPC pourrait atteindre 1,9 Md\$ (6 000 Md COP) d’ici fin 2026. L’appréciation du peso a cependant amorti l’impact de la hausse du cours du brut, car elle réduit mécaniquement le coût des importations de pétrole.

Dans le cadre de son projet de redressement des finances publiques, le gouvernement prévoit de réduire cette subvention. L’exécutif a ainsi proposé d’aligner progressivement les prix nationaux et internationaux pour les particuliers et véhicules diplomatiques. Cette mesure est encore à l’étude.

En septembre, l’inflation annuelle poursuit sa hausse et s’établit à 6,3 %.

En septembre, l’inflation annuelle s’établit à 6,3 % contre 6,2 % en août (+0,1 point de pourcentage). Ce niveau d’inflation n’avait pas été atteint depuis juillet 2024, après le pic inflationniste de 2023 lié au choc énergétique. Si l’inflation mensuelle s’établit à 0,4 %, les secteurs de l’éducation (+1,4 %) et de l’alimentation (+0,8 %) ont une dynamique supérieure à la moyenne. Dans le champ alimentaire, les pommes de terre enregistrent une inflation mensuelle de 7 % (+78 % par rapport à septembre 2025) alors qu’elles constituent un élément central de la cuisine colombienne. L’inflation alimentaire devrait poursuivre sa hausse dans les prochains mois du fait du phénomène El Niño, qui devrait restreindre la production agricole.

Les négociations autour de la hausse du salaire minimum tiendront en compte les effets potentiels sur l’inflation. Après une hausse de 23 % du salaire minimum en 2026 soutenant l’inflation à la hausse, la décision devrait cette fois tenir compte de son effet sur cette variable, selon le centre d’études économiques ANIF. Les critères dits « techniques » pour déterminer la hausse du salaire minimum sont l’inflation et la productivité du travail.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,2%	34,2%	2535
Change USD/COP	-2,8%	-16,8%	3235
Change EUR/COP	-3,6%	-20,4%	3600
Prix du baril (Brent, USD)	-1,0%	55,1%	101

Équateur

Depuis septembre, la Colombie a arrêté d’envoyer de l’électricité à l’Équateur.

Depuis le 7 septembre, la vente d’électricité colombienne à l’Équateur a cessé afin de prioriser l’approvisionnement national, face à un risque de pénurie. Entre janvier 2025 et août 2026 les importations d’électricité de l’Équateur représentaient 531 Md\$.

Les transferts de fonds des Equatoriens à l’étranger devraient atteindre 8,2 Md\$ en 2026.

Les remesas des migrants équatoriens devraient atteindre un nouveau record en 2026, à 8,2 Md\$ contre 7,7 Md\$ en 2025 (+6 %). Les remesas représenteraient 5,9 % du PIB du pays. Au premier trimestre (dernières données disponibles), les remesas avaient atteint 1,9 Md\$, en hausse de 7,7 % par rapport au T1 2025. En moyenne, chaque envoi représente 345\$. Les États-Unis sont le premier pays d’accueil des migrants équatoriens : 75 % des remesas envoyées ont pour origine les États-Unis.

Guyana

La production pétrolière du Guyana a chuté à 832 000 barils par jour (b/j) en août, son plus bas niveau depuis un an.

La production pétrolière offshore du Guyane a baissé à 832 000 b/j en moyenne au mois d’août, son niveau mensuel le plus depuis près d’un an. La production a reculé d’environ 54 000 b/j (-6,1 %) par rapport à juillet. Cette

baisse s'explique principalement par une forte diminution de la production du projet Payara et de Liza 2, qui ont respectivement baissé de 21 % et de 2 % entre juillet et août. Au total, les quatre projets du bloc de Stabroek ont produit environ 25,8 M de barils au cours du mois d'août. Au cours des huit premiers mois de 2026, le Guyana a produit en moyenne environ 891 000 b/j.

Uaru, cinquième projet du bloc, devrait entrer en production au quatrième trimestre 2026.

L'unité flottante de production (FPSO) Errea Wittu a pour objectif une production pouvant atteindre 250 000 barils par jour. Ce projet devrait permettre au Guyana d'atteindre de nouveaux records de production.

Le Guyana pourrait disposer d'une enveloppe pouvant atteindre 4,3 Md\$ provenant du Fonds des ressources naturelles (NRF), pour son budget 2027. Le montant pouvant être retiré du NRF au cours d'un exercice budgétaire est calculé sur la base des recettes pétrolières versées au fonds souverain au cours de l'année précédant immédiatement cet exercice. Le ministère des Finances prévoit que les recettes pétrolières s'élèveront à 6,5 Md\$ en 2026, soit une forte hausse par rapport aux 2,5 Md\$ enregistrés en 2025. Cette hausse s'explique par une augmentation des volumes de pétrole extraits et par la hausse des cours du brut.

Pérou

Malgré une hausse des investissements publics, jusqu'à 5,4 Md\$ resteraient non exécutés en 2026.

L'exécution des investissements publics a atteint 10 Md\$ entre janvier et août 2026 (+10 % en g.a.) selon la Chambre Péruvienne de la construction (CAPECO). Ces résultats constituent le niveau le plus élevé d'exécution des 15 dernières années. Cependant, d'ici décembre 2026, environ 5,4 Md\$

d'investissements ne seraient pas effectivement mis en œuvre. Certains programmes pourraient atteindre des niveaux élevés d'utilisation budgétaire avant décembre, comme l'Autorité nationale des infrastructures (ANIN), ou le Programme national d'investissements dans la santé (PRONIS). En revanche, des entités telles que le Programme sous-sectoriel d'irrigation (PSI), les Programmes nationaux d'assainissement urbain et rural (PNSU et PNSR), et la Municipalité métropolitaine de Lima (MML), pourraient rencontrer des difficultés à exécuter leurs budgets avant la fin de l'année.

La Banque centrale a maintenu à 1 % ses prévisions de croissance des investissements publics pour 2026, tandis que le ministère de l'Économie a revu les siennes à la baisse, passant de 1,1 % à 0 %. Pour 2027, la Banque centrale a relevé ses prévisions de 2,5 % à 3,5 %, tandis que le ministère de l'Économie les a portées de 3 % à 3,7 %.

En 2026, le rythme d'attribution des projets publics-privés devrait retrouver son niveau de 2024, et significativement accélérer en 2027.

En 2026, l'attribution de projets de partenariats public-privé (PPP) pourraient atteindre 8,5 Md\$. 3,1 Md\$ ont déjà été attribués à ce jour et 5,4 Md\$ devraient être attribués d'ici la fin de l'année. En 2024, ces attributions avaient représenté un pic de 9,0 Md\$, selon l'Agence de Promotion de l'investissement privé (ProInversión). En 2025, ce montant avait chuté à 4,8 Md\$. Selon ProInversión, les principaux montants d'investissement pour 2026 se concentrent dans les secteurs miniers, des transports, ainsi que de l'eau et de l'assainissement. Pour l'année 2027, un portefeuille de 32 projets d'investissement et de 4 avenants supplémentaires est prévu, atteignant 18 Md\$. Par ailleurs, l'agence a souligné que l'appel d'offre pour le bureau d'assistance à maîtrise

d'ouvrage (PMO) des lignes 3 et 4 du métro de Lima serait lancé dans les semaines à venir.

Suriname

Le gouvernement prévoit un déficit de 4 %.

Le projet de budget pour 2027 indique un déficit de 287 M\$ (10,8 Md SRD), soit 4 % du PIB. Le revenu total du gouvernement est estimé à 1,9 Md\$ (70,1 Md SRD), contre 2,1 Md\$ (80,9 Md SRD) de dépenses. Pour financer ce déficit, le gouvernement envisage de recourir à l'endettement externe dans son Plan national de la dette 2027. Le montant le plus important est la Banque interaméricaine de développement (BID), où 140 M\$ sont disponibles. Parmi les autres projets figurent 21 M\$ à la Banque islamique de développement, 13 M\$ l'OPEP, 8 M\$ à l'Agence française de développement et 5,3 M\$ au Fonds saoudien pour le développement.

Venezuela

Le paiement des arriérés envers la Banque interaméricaine de développement (BID) serait en cours de résolution.

Le Qatar aurait accepté de créer un fonds visant à régler les arriérés du Venezuela envers la BID. Selon des sources du média Bitácora Económica, le Qatar aurait accepté un accord préliminaire avec deux autres nations (sans

précision) afin de créer un fonds visant à régler immédiatement la dette de 2,5 Md\$ du Venezuela envers la BID.

L'objectif de ce fonds serait de constituer un « financement relais » qui, en régularisant la situation du Venezuela envers la BID, pourrait permettre son réengagement dans le pays. Une ligne de financement de 8 Md\$ serait envisagée, ces fonds étant conditionnés et destinés à des projets prioritaires et urgents (rétablissement des services publics, notamment du réseau national, distribution d'eau, réseau routier et infrastructures hospitalières).

La BID a officialisé la réouverture de son bureau à Caracas, alors qu'il avait été fermé en 2019. Cette reprise des activités opérationnelles est permise par la reconnaissance de nomination de Calixto Ortega en tant que gouverneur du Venezuela auprès de l'organisme. Une délégation de la branche privée de la banque (BID Invest) a ainsi effectué une mission de terrain à Caracas au début du mois. Comme premier geste de coopération, la BID a annoncé un don humanitaire de 1 M\$ destiné à l'évaluation des dégâts et à l'aide d'urgence suite aux séismes survenus dans le pays en juin. La présence de la BID à Caracas s'inscrit dans une dynamique plus large de stabilisation et d'insertion financière internationale du Venezuela, incluant des négociations avancées pour l'ouverture prochaine de bureaux du Fonds monétaire international mi-2027 et un rapprochement avec la Banque mondiale.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Louis BRUGEL, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)